



# Français, réveillez-vous pour refuser une guerre qui ne nous concerne pas

Par [Dr Gérard Delépine](#)

Mondialisation.ca, 04 mars 2024

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

L'UE, l'OTAN et Macron veulent nous précipiter dans une guerre totale contre la Russie qui mettrait en jeu la vie de nos enfants et du monde. Lors de la guerre d'Algérie, les pacifistes s'étaient unis contre l'envoi à la guerre de nos jeunes et leurs manifestations avaient précipité la paix. Il est grand temps que les Français d'aujourd'hui se mobilisent contre les tentatives d'E. Macron de nous impliquer totalement dans une guerre qui ne nous concerne pas, car il s'agit d'un conflit purement russo-ukrainien visant définir des frontières plus respectueuses des populations que le découpage arbitraire décidé par Khrouchtchev en 1954<sup>1</sup>.

## Quelques rappels historiques

L'Ukraine ne fait partie ni de l'UE ni de l'OTAN et, dans l'Histoire, n'a jamais été notre alliée. Lors de la Seconde Guerre mondiale, ceux qu'elle honore comme les héros de son indépendance comme Stepan Bandera s'étaient enrôlés dans les troupes SS et ont largement participé aux massacres des juifs à Babi Yar <sup>2</sup> et des Polonais en Volhynie alors que la Russie a été notre alliée au prix de millions de morts. L'Ukraine n'est pas le modèle de démocratie, de liberté, ni de transparence que les médias tentent de nous faire croire. En tant qu'état le conflit Russie Ukraine ne nous concerne pas même si notre compassion pour les peuples russe et ukrainien nous incite à tout faire pour que les combats cessent le plus vite possible.

L'Ukraine est un pays tout neuf (33 ans). Si son peuple est ancien, son territoire a été presque constamment partagé, et administré par ses voisins plus puissants : Russie, Pologne, Lituanie, Roumanie ou Empire d'Autriche qui survivent encore dans de nombreuses minorités qui ont gardé leur langue d'origine.

L'indépendance formelle, octroyée par la Russie en 1991 a été ratifiée par un référendum populaire. L'Ukraine est ainsi devenue un État composé de différentes ethnies parlant des langues différentes aux frontières incertaines à l'exemple de la Crimée qui lui a été donnée par un décret de Khrouchtchev en dépit de sa libération de l'Empire ottoman par la Russie et la composition de sa population majoritairement russe. Depuis l'indépendance, le gouvernement de Kiev s'est efforcé d'effacer les héritages de son histoire en réprimant l'enseignement des langues et les coutumes des minorités suscitant de nombreuses révoltes. La guerre Russie Ukraine n'est que l'internationalisation du conflit entre les minorités russophones de l'est et le pouvoir central de Kiev, parce que les accords de Minsk n'ont pas été appliqués.

## **Les accords de Minsk, occasions de paix manquées**

Nous aurions dû tout faire pour éviter de nous impliquer dans cette guerre et nous devrions tout faire pour qu'elle s'arrête le plus vite possible. Pour aider les peuples ukrainien et russe, nous aurions dû rester neutres et devenir un intermédiaire de paix comme l'a fait avec succès Sarkozy lors de la guerre Russie-Géorgie de 2008.

Les Accords de Minsk du 5 septembre 2014 (Minsk 1) puis du 11 février 2015 (Minsk 2) constituaient une solution crédible pour un règlement pacifique de la guerre dans le Donbass. Ils prévoyaient : la décentralisation du pouvoir en Ukraine par un amendement à sa Constitution avec l'adoption par l'Ukraine d'une loi relative au statut spécial de certaines parties des oblasts (régions) de Donetsk et Luhansk (en abrégé, « ORDLO ») accordant l'autodétermination linguistique, le droit, pour les autorités locales des ORDLO, de nommer procureurs et juges, de constituer des « unités de police du peuple », d'avoir une « coopération transfrontière avec des districts de la Fédération de Russie », tout cela s'accompagnant d'un soutien social et économique de l'État ukrainien, du rétablissement des liens socio-économiques avec l'Ukraine, notamment en matière de fiscalité et de système bancaire. L'organisation d'élections locales dans ces régions aux termes de la nouvelle loi et l'octroi par l'Ukraine d'une amnistie aux participants au conflit.

Le gouvernement ukrainien, influencé par les USA et l'UE a refusé d'appliquer la partie politique de l'accord, et a tenté de reprendre par les armes le contrôle des provinces sécessionnistes entraînant l'intensification des combats, puis l'entrée en guerre de la Russie.

## **Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, clef de la charte de l'ONU**

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est aujourd'hui considéré comme l'un des droits les plus fondamentaux dans l'ordre juridique international est ainsi rédigé dans la charte des Nations Unies chapitre 1, article 1 alinéa 2 :

« Les buts des Nations Unies sont les suivants : maintenir la paix et la sécurité internationale et à cette fin... ; développer entre les nations des relations amicales fondées sur **le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes**, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde... »

L'intégrité territoriale d'un État repose sur le désir des gens de vivre dans ce même État. C'est en application de ce principe que le Kosovo a été séparé de la Serbie alors qu'il constituait pour la majorité des Serbes le cœur historique de leur nation. La résistance opiniâtre qu'opposent les populations russophones du Donbass à la violence militaire que déploie l'Ukraine montre clairement que leur volonté n'est pas de vivre sous le joug du gouvernement de Kiev.

## **Nous pouvons tenter d'éviter la poursuite de cette guerre et nous aurions dû le faire !**

La France, l'Allemagne et l'OSCE qui ont supervisé les négociations de Minsk et en étaient les garants n'ont pas incité l'Ukraine à appliquer rapidement les accords, tandis que les USA la poussaient à l'intransigeance conduisant inéluctablement à la reprise de la guerre.

Jacques Baud a ainsi conclu son livre<sup>3</sup> :

« Si la France avait fait son travail il n’y aurait pas eu de guerre ! »

Cette politique va-t-en-guerre de nos dirigeants, loin de favoriser la paix, prolonge inutilement une guerre et a participé à ruiner la France et les Français. Ruine de nos entreprises en Russie : fin 2021, la France et la Russie avaient affiché un volume d’échanges économiques supérieur à ce qu’il était avant l’introduction des sanctions en 2014. Parmi ses concurrents européens, la France, premier employeur étranger en Russie, se distinguait comme étant la seule de ces nations à enregistrer, une balance commerciale excédentaire avec la Russie. Les principales entreprises actives en Russie étaient : Auchan (356,1 milliards de roubles de recettes), Leroy Merlin (226,7 milliards de roubles), Renault (126,2 mds de roubles), Danone (116 mds de roubles), L’Oréal (50,3 mds de roubles) Sanofi (48,6 milliards de roubles) et Schneider Electric (46,5 milliards de roubles). Le retrait de Russie décidé par la Commission européenne a entraîné pour toutes ces entreprises la perte sèche de leurs investissements. Ainsi Renault a reçu 1 rouble pour la vente de ses 2,2 milliards euros d’actifs. La perte des investissements, des activités en Russie et des bénéfices futurs aggrave le déficit de notre balance commerciale.

Appauvrissement des Français : la prolongation des sanctions de l’UE a déjà entraîné pour les Français des privations considérables : forte inflation, augmentation du prix des énergies obligeant certains à grelotter dans leur logement cet hiver, destruction de notre agriculture par les importations ukrainiennes de blé et de poulet, milliards d’argent magique envoyés en Ukraine alors qu’il n’y a presque rien pour les agriculteurs, l’hôpital, la police, la justice...

Et Macron voudrait maintenant nous imposer l’impôt du sang en envoyant nos enfants au front !

## **Les folles propositions d’E. Macron**

En novembre 2022 Emmanuel Macron a prétendu qu’« **Aujourd’hui plus encore qu’hier, les intérêts vitaux de la France ont une dimension européenne. Nos forces nucléaires contribuent donc par leur existence propre à la sécurité de la France et de l’Europe** », sous-entendant ainsi qu’elle pourrait être utilisée en de dehors de toute menace directe contre le territoire national. En détournant la mission de nos forces nucléaires créées par De Gaulle comme ultime arme de sauvegarde de l’indépendance et de l’intégrité nationale, Il met en danger l’existence même de l’ensemble de la population !

Lors de la conférence internationale de soutien à l’Ukraine qui a réuni 21 chefs d’État à l’Élysée, Emmanuel Macron a évoqué, la possibilité d’envoyer des troupes occidentales au sol en Ukraine en déclarant que l’envoi de troupes occidentales à l’avenir ne pouvait être exclu :

« Nous ferons tout ce qu’il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre ».

« Rien ne doit être exclu ».

« Tout est possible si c’est utile pour atteindre notre objectif ».

Dans le cas de la France, les forces opérationnelles immédiatement mobilisables, celles de l'armée de terre comprennent 130 000 hommes et femmes, dont plus de 25 000 réservistes globalement mal armés et non préparés à une guerre de haute intensité. Il a de plus appelé à la création d'une nouvelle coalition dédiée à la livraison de missiles de moyenne et longue portée et mentionné une liste de cinq « catégories d'actions ».

Interrogé à l'Assemblée sur les déclarations d'Emmanuel Macron, le ministre des Affaires étrangères, a répondu :

« Nous devons envisager de nouvelles actions de soutien à l'Ukraine »

Celles-ci « *doivent répondre à des besoins très précis* ». Il nomme le « *déminage* », le « *cyber* » et la « *production d'armes sur place, sur le territoire ukrainien* ».

« Certaines de ces actions pourraient nécessiter une présence sur le territoire ukrainien sans franchir le seuil de belligérance ».

Le 29 février 2024 malgré les appels à la prudence, unanimes de nos voisins Macron a réitéré :

« Ce sont des sujets suffisamment graves. Chacun des mots que je prononce sur cette matière est pesé, pensé et mesuré ».

## **L'isolement international de la France après les propos d'E. Macron**

Tous les dirigeants de l'UE ont contredit les propositions belliqueuses d'Emmanuel Macron.

« *Nous ne sommes pas d'accord* », a tranché, ce mardi, la porte-parole de l'exécutif espagnol, Pilar Alegria.

**Olaf Scholz** chancelier allemand a affirmé :

« Ce qui a été décidé entre nous dès le début continue à être valide pour l'avenir », à savoir « qu'il n'y aura aucune troupe au sol, aucun soldat envoyé ni par les États européens, ni par les États de l'OTAN sur le sol ukrainien ».

Le Premier ministre polonais Donald Tusk a déclaré que son pays « *n'envisageait pas d'envoyer ses troupes en Ukraine* ».

La Première ministre italienne Giorgia Melonia a confirmé :

« Depuis l'agression de la Russie il y a deux ans, tous les alliés sont unis sur la question de soutien à apporter à Kiev ».

« Ce soutien ne prévoit pas la présence de troupes des pays européens ou de l'OTAN sur le territoire ukrainien. »

Ulf Kristersson, Premier ministre suédois, a affirmé sur la chaîne publique suédoise que

l'envoi de troupes en Ukraine n'était « *pas du tout d'actualité* ».

**Mark Rutte**, Premier ministre néerlandais :

« La question de l'envoi de troupes au sol n'avait pas été à l'ordre du jour ».

Prague a également réfuté la proposition aventureuse d'E. Macron.

**Rishi Sunak**, Premier ministre britannique, a précisé :

« Un petit nombre de personnes envoyées par Londres se trouvaient déjà sur place pour soutenir les forces armées ukrainiennes, notamment en termes de formation médicale ».

Mais :

« Nous ne prévoyons pas de déploiement à grande échelle ».

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a également réfuté toute idée d'implication directe de l'Alliance atlantique dans les combats en Ukraine.

« Les alliés de l'OTAN apportent un soutien sans précédent à l'Ukraine. Nous le faisons depuis 2014 et nous avons intensifié nos efforts après l'invasion à grande échelle ».

« Mais il n'est pas prévu que des troupes de combat de l'OTAN soient présentes sur le terrain en Ukraine. »

## **En France ses propos ont été unanimement critiqués par les oppositions**

**Jean-Luc Mélenchon** :

« La politique étrangère de la France est faite de dérapages incontrôlés et d'annonces fantasques... L'envoi de troupes en Ukraine ferait de nous des belligérants. La guerre contre la Russie serait une folie ».

« Il n'est pas question de faire la guerre ».

« La totalité des alliés ont affirmé qu'ils ne voulaient pas participer ».

« Nous ne sommes ni Ukrainiens ni Russes, et ce n'est pas vrai, contrairement aux surenchères verbales sur le sujet, que nous sommes menacés dans toute l'Europe ».

Et il met en garde contre « *une escalade dont personne ne connaît l'issue* », et son groupe La France insoumise a réclamé « *que le Parlement soit saisi sur l'ensemble de la stratégie en Ukraine* ».

**Olivier Faure** premier secrétaire du Parti socialiste a critiqué « *l'inquiétante légèreté*

*présidentielle* », et estimé :

« Soutenir la résistance ukrainienne, oui. Entrer en guerre avec la Russie et entraîner le continent. Folie ».

**Marine Le Pen** s'est indignée :

« Emmanuel Macron joue au chef de guerre, mais c'est la vie de nos enfants dont il parle avec autant d'insouciance. »

**Jordan Bardella** a rajouté :

« Emmanuel Macron semble perdre son sang-froid. »

Selon un sondage CSA pour Europe 1, C News et « Le Journal du dimanche », 76 % des Français sont contre l'envoi de militaires français en Ukraine. Leurs opinions politiques ne départagent pas les sondés : 67 % des électeurs de gauche sont contre l'idée de voir des soldats tricolores sur le front ukrainien faire face aux troupes russes, 67 % pour les sympathisants de la France insoumise, 78 % pour Europe Ecologie-Les Verts et 65 % pour le PS. Quant aux sympathisants de Renaissance, ses électeurs, ils sont à 68 % contre l'idée du chef de l'état.

Il faut d'urgence recadrer E. Macron pour stopper une escalade verbale qui nous dirige vers une guerre ouverte contre la Russie, met inutilement en danger nos soldats et même la population entière si on atteint le seuil nucléaire. Un bon stratège ne brandit jamais une menace qu'il ne peut pas utiliser pour un motif futile. Qu'avons-nous à faire dans cette galère ukrainienne ?

Il faut d'urgence distribuer des tracts, informer vos voisins, pétitionner, interpellier vos élus pour qu'ils imposent un contrôle parlementaire sur la politique ukrainienne et les paroles du président !

Je ne veux pas que nos soldats et nos enfants meurent pour l'Ukraine !

Le seul combat qui vaille est celui de la paix. Au lieu d'armes, envoyons des diplomates pour ouvrir des discussions directes entre les belligérants.

MULTIPLIONS LES MANIFESTATIONS

**Dr Gérard Delépine**



Cet article a été publié initialement sur le site [Nouveau-Monde.ca](http://Nouveau-Monde.ca)

**Notes :**

1

[https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/03/15/d-un-simple-decret-khrouchtchev-fit-don-de-la-crime-e-a-l-ukraine\\_4383398\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/03/15/d-un-simple-decret-khrouchtchev-fit-don-de-la-crime-e-a-l-ukraine_4383398_3214.html)

2 Lire le poème de Evgueni Evtouchenko (1933-2017) 29, le ravin des bonnes femmes

<https://larbredeviedepascal.com/2017/11/24/babi-yar-ou-le-ravin-des-bonnes-femmes/>

3 Dans son nouveau livre, « L'art de la guerre russe ». Il se penche sur le conflit ukrainien, décortiquant la stratégie militaire russe, l'influence des médias et le défi d'un reportage objectif.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Dr Gérard Delépine](http://Dr Gérard Delépine), Mondialisation.ca, 2024

Articles Par : [Dr Gérard Delépine](http://Dr Gérard Delépine)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)